Cahier de doléances du Tiers État de Frotey-les-Vesoul (Haute-Saône)

Art. 1^{er}. Que tous les privilèges et exemptions quelle qu'en soit la cause demeureront abolis pour jamais en matière d'impôts, charges publiques, réelles et personnelles, de manière qu'à l'avenir la contribution auxdites charges soit toujours en proportion des propriétés et facultés respectives, et que tous impôts devant tourner au profit de l'Etat, et pour charges d'icelui, seront permis en vertu d'un seul et même rôle.

Art. 2. Que les fonds curiaux et de fondation soient imposés comme tous autres, au plein.

Art. 3. Que les habitants de Frotey sont chargés d'une main-morte qui leur est bien onéreuse. En 1614 leurs auteurs ont consenti à une généralité de main-morte, se réservant leurs franchises par titre, même par vive voix; le seigneur a consenti à leurs demandes, ce qui n'est pas de même à présent; le seigneur, bien consulté, a demandé aux habitants, il y a environ trente-deux ans, une seconde généralité, qui lui a été accordée par quelques habitants, les vigneron, fermiers et gens réfugiés dans le lieu au détriment des habitants qui avaient quelques fonds à perdre ; cet acte a été reçu du notaire Cornu, de Vesoul; les habitants supplient Sa Majesté de vouloir abolir la seconde, et obliger le seigneur à produire la première et s'y référer, et qu'il fut permis aux enfants de quitter communion sans être déshérités.

Art. 4. Que l'entretien des routes en argent serait trop onéreux, étant déjà en peine de satisfaire aux impôts et en grande misère ; que chacun fit sa part.

Art. 5. Les habitants supplient Sa Majesté de vouloir ordonner que la communauté dudit Frotey répète un communal qui a toujours appartenu en propriété ; elle en est privée aujourd'hui, et même les possesseurs n'en payent aucune imposition ; ce communal est de trente-deux faux de prés, qui soulageraient beaucoup cette pauvre communauté, qui est réduite à faire rôle de luminaire, gage de maître et maîtresse d'école, femmes jurés et autres tandis que d'autres jouissent.

Art. 6. Que les droits abusifs soient abolis, tels que le droit de cressonnage, qui est de douze boeufs à parcourir chaque année depuis le 23 avril jusqu'au 24 juin, perte considérable à la prairie.

Art. 7. Que le seigneur ayant triage dans les bois et dans les communaux, ses gardes n'eussent point le droit de faire rapport dans les bois de la communauté, et à l'égard des rapports de mésum soit dans les grains, soit dans les prés et vignes, l'amende soit moitié au profit de la fabrique et moitié à celui qui a supporté la perte.

Art. 8. Que les habitants soient déchargés de curer le fossé qui entoure le château dudit Frotey de cinquante ans en cinquante ans, n'ayant aucune réciprocité, étant sans salaire et aucun droit de château-fort, droit abusif et usurpé.

Art. 9. Que le seigneur exige une dîme de quarante gerbes une, de quarante tinnes de vendange une, et de quarante masses de chanvre une ; cette dîme est de volonté, et la coutume en Comté la dîme de volonté est d'un journal une gerbe, ou de cent une.

Art. 10. Que le seigneur amodie la pêche de ses fossés qui sont faits dans la prairie pour recevoir et tenir les eaux aux inondations; ces fossés sont faits dans les prés d'un chacun ; cela doit passer pour droit abusif et nuisible, les pêcheurs froissant et foulant l'herbe à fruit pendant, et sans droit, ce qui doit être supprimé et défendu.

Art. 11. Que le seigneur a le droit de banvin, qu'il amodie 200 livres par an ; les habitants supplient Sa Majesté de vouloir ordonner que pareil droit fût supprimé, ou obliger le seigneur à produire titre valable ignoré d'un chacun.

Art. 12. Supplient les habitants que Sa Majesté voulût ordonner et abolir toute banalité de four et de taille envers les seigneurs et les obliger à produire des titres de valeur en vertu de tout ce qu'ils exigent aux communautés.

Art. 13. Que les seigneurs fussent obligés à tenir en cage les pigeons pendant les semailles et la moisson, droit très nuisible et qui doit être aboli.

Art. 14. Supplient respectueusement les habitants de Frotey que Sa Majesté voulut ordonner que toutes corvées fussent abolies et que toute colonique paye au plein et obligea l'entretien des routes au plein et obliger à abaisser les écluses qui nuisent à la prairie.